



COMÉDIE  
FRANÇAISE

RICHELIEU  
V<sup>x</sup>-COLOMBIER  
STUDIO

**TRAVAUX DE RENOVATION DES LOGES  
DE LA COMEDIE FRANCAISE – MISSION AGENCEMENT D'INTERIEUR**

*Procédure adaptée passée sans publicité ni mise en concurrence en application des dispositions  
de l'article R. 2122-3 du code de la commande publique*

**Type de marché**  
MOE

**Référence du marché**  
2025\_014\_DBE

**Pouvoir adjudicateur**  
Comédie-Française  
1 Place Colette  
75001 Paris

**CAHIER DES CLAUSES PARTICULIERES (CCP)**

VERSION 0 – 15.05.2025

## SOMMAIRE

ARTICLE 1 : DISPOSITIONS GENERALES .....	5
1.1. Objet du marché .....	5
1.2. Forme et montant du marché .....	5
1.3. Durée du marché .....	5
1.4. Décomposition de la consultation.....	5
1.5. Délai de réalisation des prestations et prolongation .....	5
1.6. Sous-traitance.....	6
ARTICLE 2 : PIECES CONTRACTUELLES DU MARCHE .....	6
ARTICLE 3 : PERIMETRE DES MISSIONS DU TITULAIRE .....	7
3.1. Eléments de mission de base .....	7
3.2 Compétences de l'équipe de maîtrise d'œuvre .....	7
3.3. Mission OPC .....	7
3.4. Contrôle technique.....	7
3.5. Coordination Sécurité et Protection de la Santé des Travailleurs .....	8
3.6. Maîtrise d'usage .....	8
ARTICLE 4 : LIVRABLES ATTENDUS .....	9
4.1. Tranche ferme .....	9
4.1.1. Etude d'avant-projet (AVP).....	9
4.3. Etudes de projet (PRO/DCE) .....	9
4.4. Assistance apportée au maître d'ouvrage pour la passation des marchés de travaux (ACT) .....	10
4.4.1. Sélection des candidats et des offres .....	10
4.4.2. Dossier de consultation des entreprises .....	10
4.4.3. Ouverture des plis, analyse des offres, choix des entreprises.....	11
4.5. Tranche optionnelle (TO) .....	12
4.5.1 Etudes d'exécution limitées au CPE et synthèse (EXE) .....	Erreur ! Signet non défini.
4.5.2. Direction de l'exécution des marchés de travaux (DET).....	12
4.5.3. Assistance apportée au maître d'ouvrage (MOA) lors des opérations de réception et pendant la période de parfait achèvement (AOR).....	14
4.6. Dossier des ouvrages exécutés (DOE) .....	15
ARTICLE 5 : PRIX DU MARCHE.....	18

5.1. Contenu des prix.....	18
5.2. Modalités et délai de règlement.....	18
5.3. Rythme de règlements.....	19
5.4. Acomptes .....	20
5.5. Avances .....	21
ARTICLE 6 : EXECUTION DE LA MISSION DE MAITRISE D’ŒUVRE JUSQU’A LA PASSATION DES MARCHES DE TRAVAUX .....	22
6.1. Coût prévisionnel des travaux .....	22
6.2. Tolérance sur le coût prévisionnel des travaux .....	22
6.3. Seuil de tolérance .....	22
6.4. Coût de référence des travaux.....	22
6.5. Moyens donnés au coordonnateur SPS – Obligation du maître d’œuvre (MOE) .....	23
6.6. Variantes pour les marchés de travaux.....	23
ARTICLE 7 : EXECUTION DE LA MISSION DE MAITRISE D’ŒUVRE APRES LA PASSATION DES MARCHES DE TRAVAUX .....	24
7.1. Coût initial des marchés de travaux.....	24
7.2. Tolérance sur le coût initial des marchés de travaux.....	24
7.3. Seuil de tolérance sur le coût initial des marchés de travaux.....	24
7.4. Comparaison entre réalité et tolérance .....	24
7.5. Travaux modificatifs ou supplémentaires .....	24
7.6. Réduction pour dépassement du seuil de tolérance .....	25
7.7. Suivi de l’exécution des travaux.....	25
7.8. Ordres de service .....	25
7.9. Protection de la main d’œuvre et conditions de travail .....	26
7.9.1. Autorité du coordonnateur SPS .....	26
7.9.2. Moyens donnés au coordonnateur SPS.....	26
ARTICLE 8 : PENALITES .....	28
8.1. Pénalités de retard appliqués aux éléments de mission .....	28
8.2. Caractère non libératoire des pénalités .....	28

ARTICLE 9 : VERIFICATIONS – ADMISSIONS .....	30
9.1. Opération de vérification.....	30
9.1.1. Remise des documents.....	30
9.1.2. Délais d’admission des documents d’études.....	30
9.1.3. Réfaction.....	30
9.1.4. Rejet.....	31
9.2. Délais de vérification des autres documents présentés par le maitre d’œuvre .....	31
9.3. Vérification et admission des livrables attendus.....	31
9.4. Achèvement de la mission du titulaire du marché .....	31
ARTICLE 10 : RESILIATION .....	33
10.1. Résiliation pour motif d’intérêt général.....	33
10.2. Résiliation pour faute du maitre d’œuvre (MOE) ou cas particulier .....	33
10.3. Autres cas de résiliation.....	33
ARTICLE 11 : CONFIDENTIALITE .....	34
ARTICLE 12 : PROPRIETE INTELLECTUELLE .....	34
ARTICLE 13 : DEROGATIONS AU CCAG-MOE .....	35
ANNEXES .....	36

## ARTICLE 1 : DISPOSITIONS GENERALES

### 1.1. Objet du marché

La Comédie Française est un établissement public à caractère industriel et commercial (EPIC). Chaque année, le théâtre propose une douzaine de spectacles, en alternance, issus des répertoires les plus variés. La Comédie Française intègre le domaine national du Palais-Royal, dont les bâtiments, jardin, cours et passages sont classés monuments historiques par arrêté du 14 novembre 1994.

La Comédie-Française souhaite rénover ses loges de comédiens. Les loges de la Comédie Française, dans le théâtre Richelieu, sont distribués aux acteurs. Elles sont individuelles pour une sociétaire et partagée pour un pensionnaire. Elles sont au nombre de 53 réparties sur trois étages : 4ème étage (Talma), 5ème étage (Mars) et 6ème étage (Samson).

Ces loges servent aux comédiens comme lieu de repli, à l'abri de l'agitation. C'est là qu'ils se reposent entre les répétitions et les spectacles, qu'ils apprennent leurs textes ... C'est aussi l'endroit où ils se font maquiller et coiffer, parfois même habiller.

### 1.2. Forme et montant du marché

Il s'agit d'un marché à prix forfaitaire en application des dispositions de l'article R.2112-6 2° du code de la commande publique.

### 1.3. Durée du marché

Le marché est conclu pour une durée prévisionnelle de trois (3) ans. à compter de sa date de signature.

Il prendra fin à la plus tardive de ces deux dates :

- L'expiration du délai de garantie de parfait achèvement. En cas de pluralité des délais de garantie de parfait achèvement, il est entendu que le marché s'achève à l'expiration du dernier délai ou après prolongation de ce dernier si les réserves signalées lors de la réception ne sont pas toutes levées à la fin de cette période ;
- La levée de la dernière réserve.

### 1.4. Décomposition de la consultation

Le marché n'est pas alloté, il est décomposé en tranches :

- **Tranche ferme (TF) : Etude de l'ensemble des loges et des sanitaires**
  - AVP
  - PRO/DCE
  - Autorisation de travaux
  - ACT
- **Tranche optionnelle 1(TO) : Travaux de remplacement de l'escalier M**
  - o Réalisation VISA, DET, AOR
- **Tranche optionnelle 2(TO) : Suivi Travaux 2027**
  - o Réalisation VISA, DET, AOR
- **Tranche optionnelle 3 (TO) : Suivi Travaux 2028**
  - o Réalisation VISA, DET, AOR

### 1.5. Délai de réalisation des prestations et prolongation

Le délai de réalisation global de la mission est défini sur six (6) mois et démarre à compter de la date de notification du marché à la maîtrise d'œuvre. La prolongation des délais sera effectuée selon les dispositions de l'article 15.3 du CCAG-MOE du 30 mars 2021 sont applicables.

Commenté [SG1]: @Samir modifié en six mois

#### 1.6. Sous-traitance

Le maître d'œuvre ne peut sous-traiter que certaines prestations de son marché en particulier compte tenu des dispositions de la loi n°77-2 du 3 janvier 1977 sur l'architecture.

Les demandes d'acceptation des sous-traitants et d'agrément des conditions de paiement sont formulées dans la déclaration de sous-traitance.

Le maître d'œuvre doit joindre, les renseignements exigés par l'article R.2193-1 du code de la commande publique.

Le présent marché respecte les prescriptions de la loi n° 75-1334 du 31 Décembre 1975 relative à la sous-traitance. Les conditions et modalités de recours à la sous-traitance sont celles définies aux articles R. 2193-1 à R. 2193-22 du code de la commande publique.

Le titulaire est habilité à sous-traiter l'exécution de certaines parties de son marché, provoquant obligatoirement le paiement direct de celui-ci pour des prestations supérieures à 600 € TTC.

L'entreprise sous-traitante devra obligatoirement être acceptée et ses conditions de paiement agréées par le pouvoir adjudicateur.

#### ARTICLE 2 : PIECES CONTRACTUELLES DU MARCHE

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG-MOE du 30 mars 2021, en cas de contradiction entre les stipulations des pièces contractuelles du marché, elles prévalent dans l'ordre ci-après :

- **L'acte d'engagement (AE) et son annexe ;**
  - **Le présent cahier des clauses particulières (CCP) ;**
  - **Le programme d'exécution des travaux ;**
- **Le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés de maîtrise d'œuvre (CCAG-MOE)** approuvé par arrêté du 30 mars 2021 ;
- Les normes administratives et législatives en vigueur au moment.
- **L'offre technique et financière du titulaire**, et les éventuelles pièces écrites et graphiques.

Sauf approbation expresse du pouvoir adjudicateur, aucune condition générale ou spécifique figurant dans les documents envoyés par le titulaire (devis, factures, documents commerciaux, ...) ne pourra s'intégrer au présent marché.

L'exemplaire du marché conservé dans les archives de l'administration fait seule foi.

## ARTICLE 3 : PERIMETRE DES MISSIONS DU TITULAIRE

La mission confiée au maître d'œuvre est constituée des éléments de missions définis dans la loi MOP.

Commenté [SG2]: @Samir Saifi loi MOP convient ?

L'équipe de maîtrise d'œuvre assurera la conception, l'assistance au maître d'ouvrage pour la passation des marchés travaux de rénovation énergétique et le suivi du chantier en option.

### 3.1. Eléments de mission de base

Les missions de base attendues pour l'exécution du marché sont les suivantes :

#### Tranche ferme :

- AVP : Avant-projet
- PRO /DCE : Les études de projet ;
- ACT : L'assistance au maître d'ouvrage pour la passation des marchés de travaux.

#### Tranche optionnelle (TO) :

- VISA : L'examen de la conformité au projet et le visa des études d'exécution réalisées par les entrepreneurs ;
- DET : La direction de l'exécution des marchés de travaux ;
- AOR : L'assistance au maître d'ouvrage lors des opérations de réception et pendant la « Garantie de Parfait Achèvement » (GPA).
- DOE : Dossier des ouvrages exécutés (DOE).

La mission de base intègre en supplément les obligations relatives à la gestion des Déchets de Chantier au sens des articles L541-1 à L541-50 et L542-1 à L542-14 du code de l'environnement et de ses textes d'application.

### 3.2 Compétences de l'équipe de maîtrise d'œuvre

L'équipe de maîtrise d'œuvre devra présenter les compétences nécessaires pour assurer la conception et le suivi de travaux de ce projet, et notamment :

- Architecte ou architecte d'intérieur
- Bureau d'étude CFO/CFA

### 3.3. Mission OPC

La mission d'OPC est assurée par un prestataire qui sera désigné ultérieurement par le maître d'ouvrage.

### 3.4. Contrôle technique

Le contrôle technique est assuré par le contrôleur technique qui sera désigné ultérieurement par le maître d'ouvrage.

Les missions confiées par le maître d'ouvrage au contrôleur technique sont relatives :

- A la solidité des ouvrages et des éléments d'équipement indissociables (Mission L) ;
- A la sécurité des personnes dans les constructions (Mission S) ;
- A l'accessibilité des constructions pour les personnes handicapées (Mission Hand) ;
- A la solidité des existants (Mission LE) ;
- A l'Isolation thermique et économies d'énergie (mission TH).
- Vérification initiale des installations électriques

Le maître d'œuvre (MOE) doit intégrer dans ses études, sans rémunération supplémentaire, l'ensemble des observations du contrôleur technique que le maître d'ouvrage lui a notifié, dans la limite de leur compatibilité avec la conservation du Monument historique et de l'ATMH délivrée par la DRAC afin d'obtenir un accord sans réserve tant au stade des études qu'à celui de la réalisation de l'ouvrage.

Si ces remarques interviennent après la mise au point des marchés de travaux et font suite, soit à l'application d'une réglementation nouvelle, soit à la modification d'une réglementation existante, les études supplémentaires peuvent donner lieu à une rémunération complémentaire pour le maître d'œuvre. Cette rémunération est négociée avec le maître d'ouvrage et un avenant est établi, le cas échéant.

### **3.5. Coordination Sécurité et Protection de la Santé des Travailleurs**

L'opération, objet du présent marché, relève de la catégorie 2 au sens du code du travail (loi n° 93- 1418 du 31 décembre 1993). Le maître d'œuvre (MOE) met en œuvre les principes généraux de prévention définis aux 1°, 2°, 3°, 5°, 6° et 8° de l'article L.4121-2 du code du travail.

La nature et l'étendue des obligations qui incombent au maître d'œuvre (MOE) en application des dispositions du code du travail ne sont pas modifiées par l'intervention du coordonnateur en matière de sécurité et de protection de la santé des travailleurs, désigné dans le présent marché sous le nom de « coordonnateur SPS ».

La mission de coordination en matière de SPS est assurée par le coordonnateur SPS qui sera désigné ultérieurement par le maître d'ouvrage.

### **3.6. Maîtrise d'usage**

Dans l'ensemble de ces étapes de conception et de suivi de chantier, la maîtrise d'ouvrage travaille avec un ensemble appelé la maîtrise d'usage. Elle est constituée d'un groupe d'utilisateurs ou de futurs utilisateurs.

La maîtrise d'usage constitue une entité consultée par le maître d'ouvrage à chaque phase du projet. Les conseils recueillis n'ont qu'une valeur informative tant qu'ils n'ont pas été validés par le maître d'ouvrage. Les ateliers seront constitués d'un comité de pilotage et des groupes de travail par zone d'usage.



## ARTICLE 4 : LIVRABLES ATTENDUS

### 4.1. Tranche ferme

#### 4.1.1. Etude d'avant-projet (AVP)

Les études d'avant-projet sont définies à l'article R. 2431-9 du code de la commande publique pour l'ensemble des loges et des sanitaires.

L'avant-projet sommaire, défini à l'article R.2431-21 du code de la commande publique, a principalement pour objet de préciser la composition générale en plan et en volume, ainsi que les grandes orientations techniques. Il comprend au moins :

1) Un cahier explicatif contenant les éléments suivants :

- La liste des précisions à apporter au programme par l'AVP ;
- Les schémas fonctionnels au moyen :
  - D'une note sur les choix d'agencement retenus et la justification de éléments non retenus ;
  - D'une note descriptive des différents lots et leurs périmètres ;
- La justification du projet architectural ;
- Les principales dispositions techniques proposées et détaillées.
- La vérification de la compatibilité de la solution avec différentes réglementations, notamment : Plomberie, CFO/CFA ;
- L'estimation définitive du coût prévisionnel des travaux accompagnée de la méthode utilisée pour l'établir ;
- Un calendrier de réalisation et, le cas échéant, le découpage en tranches fonctionnelles conformément au programme en coordination avec l'OPC;

2) Des documents graphiques comprenant les éléments suivants :

- Plan de repérage
- Plans, coupes et élévations de l'état existant
- Plans, coupes et élévations de l'état projet
- Carnet de détail
- Les plans des principes constructifs et éléments techniques ainsi que leur prédimensionnement.

### 4.3. Etudes de projet (PRO/DCE)

Les études de Projet, définies à l'article R.2431-12 du code de la commande publique, précisent la conception générale de l'ouvrage permettant la consultation des entreprises. Elles comprennent au moins :

1) Les documents écrits contenant les éléments suivants :

- La réponse faite aux observations formulées lors de l'approbation de l'AVP ;
- La liste des adaptations apportées à l'AVP par le Projet ;
- L'estimation du coût prévisionnel des travaux sur la base des avant-métrés ;
- Le délai global de réalisation de l'ouvrage ;

2) Les documents graphiques contenant les éléments suivants :

Pour les lots techniques, les plans généraux, les plans d'organisation spatiale des ouvrages et les plans de détails définissent sans ambiguïté le positionnement et l'encombrement des installations. Les documents graphiques comprennent :

- Plan des loges au 1/50-ème définissant précisément, par des plans cotés, les implantations des interventions. Ces plans doivent montrer les déplacements de réseaux ;
- Plan de détail du meuble des loges ;
- Les plans cotés de toutes les élévations intérieures au 1/50-ème ;
- Toutes les coupes cotées au 1/50-ème nécessaires à la parfaite compréhension du projet ;

- Des plans de détail au 1/20-ème (ou à une autre échelle pouvant aller au 1/2ème) des éléments spécifiques du projet nécessaires à sa compréhension et au chiffrage des entreprises et qui permettent l'établissement, par la suite, des plans d'exécution ;
- 3) Les documents par lots contenant les éléments suivants pour chaque lot :
- Un descriptif détaillé des caractéristiques des ouvrages et leur localisation ;
  - Les notes de calcul de prédimensionnement de tous les ouvrages et équipements ;

#### **4.4. Assistance apportée au maître d'ouvrage pour la passation des marchés de travaux (ACT)**

L'assistance pour la passation du/des marché(s) de travaux, définie à l'article R.2431-13 du code de la commande publique, se rapporte directement à l'organisation de la commande publique. Celle-ci se caractérise, en particulier, par un formalisme important destiné à garantir le respect des principes qui la régissent, au premier rang desquels se situent le libre accès et l'égalité de traitement des candidats.

Dans le cadre de l'exécution de cet élément de mission, le maître d'œuvre apporte une attention particulière au strict respect des règles en matière de commande publique. Cet élément de mission comprend au moins :

##### **4.4.1. Sélection des candidats et des offres**

Le maître d'œuvre propose au maître d'ouvrage les niveaux de qualification ou de références qui lui paraissent devoir être requis des candidats, ainsi que la liste des documents qu'il souhaite voir remis par ceux-ci à l'appui de leurs offres ou candidatures, en vue de l'établissement de l'avis de marché et du règlement de consultation.

##### **4.4.2. Dossier de consultation des entreprises**

Le maître d'œuvre participe à l'élaboration du projet de Dossier de Consultation des Entreprises (DCE) constitué des pièces administratives, techniques et autres pièces. Le maître d'œuvre assure la cohérence d'ensemble des pièces administratives, techniques et autres.

1) Les pièces techniques élaborées par le maître d'œuvre contenant les éléments suivants :

- Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) ;
- Les cadres financiers permettant aux entreprises de les renseigner par les quantités et les prix, pour former les décompositions du prix global forfaitaire (DPGF) ou les détails estimatifs. Ces cadres sont d'un niveau de précision suffisant pour permettre aux entreprises d'établir leur prix, ils ne comportent pas les quantités ;
- Le calendrier prévisionnel d'exécution des travaux (CPE) par lot ou corps d'état ;
- Les pièces graphiques propres à chaque lot.

2) Les pièces administratives élaborées par le maître d'œuvre contenant les éléments suivants :

Les pièces administratives du DCE sont rédigées par le maître d'ouvrage et sont soumises pour avis, compléments et cohérences au maître d'œuvre.

3) Autres pièces :

Le maître d'œuvre doit, dans les marchés de travaux, apporter des précisions relatives aux dispositions suivantes :

- Production et modalités de remise des documents et prestations nécessaires à l'exploitation et à la maintenance des bâtiments, évacuation des déchets de chantiers, propreté de chantiers ;
- Reproduction des DCE remis aux entreprises est à la charge du maître d'ouvrage.

Durant la consultation, afin de ne pas fausser le jeu de la concurrence :

- Aucune modification ne peut être apportée au DCE sans l'accord du maître d'ouvrage ;

- Le maître d'œuvre communique au maître d'ouvrage tout renseignement complémentaire sollicité par les entreprises, cette information est faite par écrit ;
- Le maître d'ouvrage interdit au maître d'œuvre la communication à quiconque de la liste des entreprises admises à remettre une offre (appel d'offres restreint) ou de la liste des entreprises qui ont retiré le dossier de consultation (appel d'offres ouvert).

#### **4.4.3. Ouverture des plis, analyse des offres, choix des entreprises**

Le maître d'œuvre participe à l'analyse des candidatures. Cette analyse porte sur l'examen des capacités professionnelles et financières des candidats, demandées dans l'avis de marché.

Après ouverture des plis contenant les offres, le maître d'ouvrage transmet au maître d'œuvre, pour analyse, les propositions reçues. Celui-ci ne doit fournir à des tiers, aucune des informations contenues dans ces propositions qu'il doit restituer intégralement au maître d'ouvrage.

Si des variantes ou prestations supplémentaires éventuelles sont remises par les entrepreneurs conformément aux stipulations du règlement de consultation, le maître d'œuvre doit accomplir les tâches d'analyse, de contrôle, etc. impliquées par l'étude de ces variantes.

Le maître d'œuvre doit faire une analyse critique des offres des candidats en donnant sa position motivée, faisant apparaître les homogénéités ou hétérogénéités des chiffrages par rapport aux avant métrés qu'il a réalisés. Le maître d'œuvre est également associé à l'acceptation des sous-traitants si celle-ci est demandée à l'appui de l'offre.

Le rapport d'analyse comportera au minimum les informations suivantes :

- Rappel des critères de jugement des offres ;
- Rappel des résultats de l'appel d'offres (solution de base) sous forme de tableau par ordre d'enregistrement des offres ;
- Vérification de l'ensemble des calculs et reports à l'intérieur de la DPGF (ou du détail estimatif) et de l'acte d'engagement ainsi que la cohérence entre ces pièces ;
- Vérification technique des solutions de base, point par point, sous forme de tableau à colonnes. Les points à examiner seront, au minimum, les points à définir par les entreprises dans le CCTP et le cas échéant dans le complément au CCTP. Le tableau sera suivi d'un commentaire mentionnant :
  - Pour chaque offre si son contenu est conforme au dossier de consultation des entreprises (caractéristiques des principaux produits, mémoire justificatif, etc.) ;
  - La comparaison de la qualité des solutions proposées par les candidats ainsi qu'un classement qualitatif, justifié de manière aussi précise que possible ;
  - L'examen des variantes et/ou prestations supplémentaires éventuelles sur les plans financier et technique ;
  - Une synthèse de chaque offre et une proposition de classement au regard des critères en faisant ressortir la solution préconisée (solution de base, ou variante, prestations supplémentaires éventuelles à retenir).

#### **Appel d'offres infructueux :**

En cas de dépassement par rapport à l'engagement du maître d'œuvre, et avant que le maître d'ouvrage ne déclare l'appel d'offres infructueux, le maître d'œuvre établira une proposition d'adaptation de son projet permettant de respecter le coût prévisionnel des travaux et de procéder à une nouvelle mise en concurrence. Si l'appel d'offres est déclaré infructueux, le maître d'œuvre doit modifier le DCE et assister le maître d'ouvrage pour la passation des contrats soit par nouvel appel d'offres, soit par voie de négociation. Ces prestations sont incluses dans le forfait.

**Mise au point des marchés :**

Il appartient au maître d'œuvre d'assister le maître d'ouvrage pour les éventuelles mises au point des offres en vue de la signature des marchés. A cet effet, il remet au maître d'ouvrage l'exemplaire original des pièces, éventuellement modifiées, constituant le marché (y compris les pièces administratives).

**4.5. Tranche optionnelle (TO)**

**4.5.1. Direction de l'exécution des marchés de travaux (DET)**

Conformément à l'article R. 2432-4 du code de la commande publique, le maître d'œuvre (MOE) est l'unique responsable du contrôle de l'exécution des ouvrages et à ce titre l'interlocuteur des entreprises. Il est tenu de faire respecter par celles-ci l'ensemble des stipulations des marchés de travaux et ne peut y apporter de modification sans l'accord préalable du maître d'ouvrage.

**1) Les missions de MOE sont les suivantes :**

- S'assurer que les documents d'exécution (plans de chantier, caractéristiques techniques des équipements, etc.) ainsi que les ouvrages en cours de réalisation respectent les études effectuées ;
- S'assurer que les documents à produire par les entrepreneurs, en application du ou des contrats de travaux, sont conformes aux dits contrats et ne comportent ni erreur, ni omission, ni contradiction normalement décelables par un homme de l'art ;
- S'assurer que l'exécution des travaux est conforme aux prescriptions du ou des contrats de travaux, y compris le cas échéant, en ce qui concerne l'application effective d'un schéma directeur de la qualité, s'il en a été établi un ;
- Délivrer tous les ordres de service et établir tous les procès-verbaux nécessaires à l'exécution du ou des contrats de travaux ainsi que procéder aux constats contradictoires, organiser et diriger les réunions de chantier ;
- Etablir les projets d'avenants aux marchés de travaux accompagnés des justificatifs nécessaires ;
- Informer systématiquement le maître d'ouvrage sur l'état d'avancement et de prévision des travaux et dépenses, avec indication des évolutions notables. Pour ce faire il fournit, en particulier, un état récapitulatif des ordres de service délivrés ;
- Vérifier les projets de décomptes mensuels présentés par les entrepreneurs ;
- Etablir les états d'acomptes, et y faire figurer la date de réception ou de remise des projets de décomptes mensuels présentés par les entrepreneurs. Le cas échéant notifier les états d'acompte à l'entrepreneur si le projet établi par celui-ci est modifié ;
- Vérifier le projet de décompte final présenté par les entrepreneurs, puis établir le décompte général et y faire figurer la date de réception ou de remise du projet de décompte final présenté par les entrepreneurs ;
- Le Moe établit le décompte général et l'adresse au Moa et au RPA ;
- Donner un avis au maître d'ouvrage sur les réserves éventuellement formulées par les entrepreneurs à l'encontre des ordres de service, en cours d'exécution des travaux et sur le décompte général, assister le maître d'ouvrage en cas de litige sur l'exécution ou le règlement des travaux, ainsi qu'instruire les mémoires de réclamation de ou des entreprises ;
- Au titre des tâches de coordination des Systèmes de Sécurité Incendie (SSI) au sens de la norme NF S61-932, suivre la réalisation du SSI avec création et mise à jour du dossier d'identité ;
- Collecter les notices de fonctionnement et d'entretien des ouvrages nécessaires à la mise en service du bâtiment.

**2) La gestion des déchets de chantier sera réalisée comme suit :**

- Pendant la période de préparation de chantier, le maître d'œuvre s'assure, en concertation avec le coordonnateur SPS et les entreprises, que le projet d'installation de chantier fait

apparaître les zones de stockages des bennes (ou autres dispositifs), et les circuits d'évacuation des déchets ;

- Il veille à la mise en œuvre de la signalétique indiquant la nature des déchets à déposer ;
- Il veille au maintien de l'état de propreté de l'ensemble du chantier, en particulier aux abords des aires de dépôts des déchets ;
- Il collecte l'ensemble des documents liés au contrôle, au suivi et à la traçabilité des déchets de chantier.

3) La période de préparation :

La durée de la période de préparation de chacun des marchés de travaux, ainsi que les conditions d'établissement, durant cette période des documents exigés par ces marchés, sont fixées par le Titulaire.

4) Le calendrier détaillé d'exécution des travaux :

Sans objet

5) La présence du maître d'œuvre (MOE) sur le chantier :

Pour exercer la direction de l'exécution des marchés de travaux, le maître d'œuvre (architecte et cotraitants) doit assurer une présence significative sur le chantier, il est représenté par la ou les personnes qualifiées désignées dans l'acte d'engagement.

Au moins un rendez-vous de chantier hebdomadaire est organisé par le maître d'œuvre (MOE) en accord avec le maître d'ouvrage (MOA) qui peut y être représenté. Le maître d'œuvre (MOE) organise, en dehors des réunions de chantier, des réunions spéciales avec tous les intervenants concernés et dont il en informe le maître d'ouvrage (MOA) qui pourra y assister ; ces réunions sont destinées à :

- Régler certains problèmes nécessitant des discussions ou des études prolongées ;

Les rendez-vous de chantier et les réunions spéciales précitées font l'objet d'un compte rendu établi par le maître d'œuvre (MOE) et diffusé à tous les intervenants de l'opération (OPC, entreprises, maître d'ouvrage, conducteur d'opération, contrôleur technique, coordonnateur SPS, etc.).

6) Réunion avec le maître d'ouvrage

Le maître d'œuvre participe à la réunion hebdomadaire/périodique organisée par le maître d'ouvrage pour faire le point de l'avancement du chantier et des problèmes administratifs, techniques et financiers rencontrés. Les autres intervenants hormis les entreprises (OPC, conducteur d'opération, contrôleur technique, coordonnateur SPS, etc.) sont conviés à cette réunion. Le conducteur d'opération/le maître d'ouvrage anime la réunion, en établit et diffuse le compte rendu.

7) Vérification des décomptes d'entreprises

Pour l'établissement des décomptes des marchés de travaux, le maître d'œuvre se conforme aux prescriptions du CCAG-MOE approuvé par arrêté du 30 mars 2021 et au présent cahier des clauses particulières (CCP).

8) Travaux supplémentaires

Le maître d'œuvre est chargé de procéder à l'analyse technique et financière de toutes les propositions de prix établies par les entrepreneurs, qu'elles soient en plus ou en moins-value. Ces propositions sont établies pour donner suite à une demande du titulaire, du maître d'ouvrage ou des entrepreneurs.

9) Sous-traitants

Le maître d'œuvre est associé à l'acceptation des sous-traitants ; il s'oblige en outre à signaler au maître d'ouvrage tout sous-traitant présent sur le chantier et non déclaré par l'entreprise.

#### **4.5.2. Assistance apportée au maître d'ouvrage (MOA) lors des opérations de réception et pendant la période de parfait achèvement (AOR)**

Conformément à l'article R.2431-18 du code de la commande publique, la mission comprend notamment :

##### **4.5.2.1. Opérations préalables à la réception des ouvrages (OPR)**

La réception des ouvrages concerne chacune des entreprises titulaires d'un marché, la mission du maître d'œuvre consiste à :

- Procéder aux opérations préalables à la réception, c'est-à-dire :
  - Reconnaître la conformité des ouvrages exécutés avec les documents contractuels, par une visite systématique et détaillée ;
  - Réaliser les essais de réception selon le programme qu'il aura mentionné dans les marchés de travaux ;
  - Vérifier que les épreuves, analyses et essais imposés par le marché ont été exécutés par l'entreprise, recueillir les procès-verbaux correspondants ;
- Dresser le procès-verbal correspondant revêtu de sa signature et de celle de l'entrepreneur et l'adresser au maître d'ouvrage avec ses propositions concernant la réception y compris les notices de fonctionnement et d'entretien des ouvrages nécessaires à la mise en service du bâtiment ;
- Faire connaître à l'entrepreneur dans un délai de cinq jours suivant la date du procès-verbal, s'il a ou non proposé au maître d'ouvrage la réception des ouvrages avec mention des réserves éventuelles et dans l'affirmative la date d'achèvement des travaux qu'il propose de retenir.

##### **4.5.2.2. Garantie de parfait achèvement (GPA)**

La mission du maître d'œuvre se poursuit pendant la période de garantie de parfait achèvement pour l'application des obligations contractuelles faites aux entreprises pendant cette période. Etant précisé que celle-ci peut être prolongée par décision du maître d'ouvrage.

Le maître d'œuvre doit notamment au cours du délai de garantie susvisé, procéder aux constatations des malfaçons, aux défauts d'exécution, ou mises en œuvre non conformes de matériaux ou matériels qui se révéleraient à l'usage.

Les missions du maître d'œuvre pendant cette période sont les suivantes :

##### **4.5.2.3. Levée des réserves**

- Compte tenu des décisions prises par le maître d'ouvrage :
  - Faire reprendre toutes les parties d'ouvrages non entièrement conformes et contrôler leur bonne exécution ;
  - Proposer au maître d'ouvrage, en cas de carence des entreprises, les mises en demeure et actions prévues au cahier des charges des marchés de travaux et diriger tous travaux éventuellement nécessaires pour lever les remarques et observations formulées ;
- Constater qu'il a été remédié aux imperfections et malfaçons et dresser le procès-verbal de levée des réserves dans les mêmes conditions que le procès-verbal des opérations préalables à la réception ;
- Proposer au maître d'ouvrage, tous moyens à mettre en œuvre pour mener à bien les travaux de reprise dans les meilleurs délais et en application des dispositions contractuelles des marchés de travaux ;
- Ordonner, diriger et contrôler les travaux de réfection correspondants.

##### **4.5.2.4. Autres prestations dues au titre de la garantie de parfait achèvement**

Pendant le délai de garantie, le maître d'œuvre est tenu de veiller à ce que les entrepreneurs se conforment aux obligations qui leur sont imposées par le même article :

- Il devra inviter les entrepreneurs à effectuer les travaux ou reprises nécessaires à la réparation des désordres ou dysfonctionnements. Ces désordres lui seront signalés par le conducteur d'opération ou le maître d'ouvrage aux moyens de fiches qu'il devra diffuser aux entreprises après avoir établi les causes du désordre. Le maître d'œuvre devra informer le maître d'ouvrage et/ou le conducteur d'opération de la constatation de la réparation en retournant la même fiche dûment complétée par l'/les entreprise(s) concernées et lui-même ;
- Le maître d'œuvre effectue toutes "visites de contrôle d'achèvement" au cours de laquelle :
- Il s'assure que les désordres ou dysfonctionnements relèvent bien du domaine d'application des garanties contractuelles ;
- Il accepte ou refuse les travaux ou reprises effectués depuis sa précédente visite ;
- 2 mois au plus tard avant la fin du délai de parfait achèvement le maître d'œuvre organise une "visite de fin de délai d'achèvement".  
Au cours de cette visite, qui réunit le maître d'œuvre, le conducteur d'opération et le maître d'ouvrage, il effectue un constat de l'ensemble des désordres et dysfonctionnements qui subsistent à la date considérée. Ce constat reprend l'ensemble des défauts signalés par le biais du cahier de parfait achèvement et qui n'auraient pas reçu de traitement satisfaisant ainsi que les défauts plus récents et non encore consignés sur ce cahier.  
La visite de parfait achèvement fait l'objet d'un procès-verbal établi par le maître d'œuvre. Il le notifie aux entreprises concernées et les invite à remédier aux défauts signalés dans un délai maximum de 30 jours.
- Si à l'issue du délai précité, l'entrepreneur n'a pas procédé à l'exécution des travaux et prestations qu'il doit, le maître d'œuvre le convoque en vue d'une constatation de non-achèvement des ouvrages. La constatation de non-achèvement des ouvrages fait l'objet d'un procès-verbal dressé sur le champ par le maître d'œuvre et signé par lui et l'entrepreneur : si ce dernier refuse de signer il en est fait mention.  
La procédure de constatation de non-achèvement doit être organisée par le maître d'œuvre au plus tard 20 jours avant la fin du délai de garantie.

#### 4.6. Dossier des ouvrages exécutés (DOE)

Il appartient au maître d'œuvre de collecter et de vérifier au fur et à mesure les documents fournis après exécution par les entrepreneurs, notamment les plans d'ensemble et de détail conformes à l'exécution.

Le maître d'œuvre remet, après vérification, les documents ci-dessus au maître d'ouvrage ainsi que les notices de fonctionnement et d'entretien accompagnées des consignes d'exploitation des ouvrages.

Pour faciliter les recherches de documents, ceux-ci seront regroupés dans cinq « sous-dossiers DOE » :

- Organisation générale ;
- Technique : classement par lot (et par sous-ensemble selon demande du gestionnaire) ;
- Sécurité ;
- Utilisation, Exploitation et Maintenance.

Un bordereau récapitulant toutes les pièces du dossier est établi par le maître d'œuvre (MOE).

##### a) Sous dossier « organisation générale » :

- Plan de masse format A4 ou A3 ;
- Plans de distribution des locaux non cotés, avec repérage de chaque local et indication de sa fonction, l'objectif étant de pouvoir disposer d'un ensemble fonctionnel cohérent (service par exemple) sous format A4 ou A3, échelle à adapter selon taille du bâtiment ;
- Détail des surfaces utiles ;
- Planche photos (prises aux étapes importantes du chantier).

**b) Sous dossier « technique » :**

**Documents écrits :**

- Notices descriptives, de fonctionnement et d'entretien des divers éléments de la construction (menuiseries extérieures et intérieures, cloisons, revêtements de sols et murs, installations techniques, etc.) ;
- Les Procès-Verbaux (PV) des divers certificats de garantie des appareils et matériels ;
- Les divers certificats d'essais des appareils et matériels ;
- Les PV de classement ou label des différents matériaux ;
- Les PV des essais in situ des installations techniques ;
- Les garanties des constructeurs et fournisseurs ;
- L'inventaire des matériels installés ;
- La liste des pièces de rechange (de première urgence) avec leurs références (pour approvisionnement) ;
- Une note synthétique donnant les puissances électriques.

**Plan ou schémas :**

- Plan de masse (échelle 1/100-ème 1/200-ème) ;
- Plans architecte mis à jour des niveaux, toiture y compris accès, façades, coupes, etc. (échelle 1/50-ème) ;
- Schémas et plans des installations techniques ;
- Plans de détail et coupes au 1/50-ème ;
- Vues « en éclatées » si nécessaire pour les assemblages complexes ;
- Localisation des trappes d'accès aux toitures, combles, vide sanitaire, faux plafonds, etc.

**Sécurité et protection des de la santé de travailleurs intervenant ultérieurement sur l'ouvrage :**

Cette partie est constituée des éléments complémentaires nécessaires au coordonnateur SPS pour constituer le dossier obligatoire d'intervention ultérieure sur l'ouvrage (DIUO). Elle est établie selon ses instructions.

**c) Dossier d'utilisation d'exploitation et de maintenance (DUEM) :**

Ce dossier est destiné aux utilisateurs et au gestionnaire de l'ouvrage, pour leur transmettre la connaissance, tant du fonctionnement des bâtiments, que celle déjà accumulée sur la conduite de leur exploitation-maintenance pour satisfaire et conserver la qualité d'usage précisée dans le programme. Il sera constitué comme un outil pratique, indépendant et à usage quotidien.

Il sera principalement établi à partir des documents du DOE.

La présentation proposée devra faciliter son appropriation et sa mise à jour permanente par le gestionnaire.

Elle pourra s'inspirer du cadre suivant :

1. RENSEIGNEMENTS GENERAUX ET COORDONNEES
  - 1.1. L'établissement
  - 1.2. Les acteurs de la construction
  - 1.3. Les mainteneurs, exploitants et fournisseurs
2. OUVRAGES ET EQUIPEMENTS
  - 2.1. Documents disponibles dans le DOE
  - 2.2. Nomenclature des équipements
  - 2.3. Plans de repérage
  - 2.4. Notices et schémas de fonctionnement des installations
3. UTILISATION, EXPLOITATION ET MAINTENANCE
  - 3.1. Conditions d'utilisation
  - 3.2. Organisation de l'exploitation - maintenance
  - 3.3. Contrats d'exploitation et de maintenance
  - 3.4. Entretien des autres constituants principaux
4. SECURITE - SANTE



- 4.1. Sécurité et protection de la santé des utilisateurs
- 4.2. Sécurité contre les risques d'incendie et de panique
- 4.3. Sécurité et protection de la santé des travailleurs intervenant sur l'ouvrage (cf. DIUO)
- 5. SUIVI DES OPERATIONS ET DES COUTS

## ARTICLE 5 : PRIX DU MARCHE

### 5.1. Contenu des prix

Les prix comprennent toutes les charges fiscales, parafiscales, ainsi que tous les frais inhérents à la prestation (déplacements, visites, remise des dossiers, estimations et tableau de classement, conseils techniques, documentation, frais éventuels de reprographie, postaux et téléphoniques, ...).

Ils sont établis en tenant compte notamment : du fait que, dans les seuls cas d'un groupement solidaire ou d'un recours à des sous-traitants, les prix forfaitaires seront réputés comprendre les frais de coordination de l'exécution des prestations ; du fait que, dans le cas de prestations sous-traitées, outre les dépenses de coordination, les prix seront réputés comprendre la marge du titulaire (du mandataire ou du co-traitant) pour défaillance éventuelle des sous-traitants chargés de l'exécution de certaines prestations du marché.

#### Taux de TVA :

Les prix remisés sont formulés en euros, hors taxes avec indication du taux de taxe à la valeur ajoutée (TVA) applicable. Il s'agit de la TVA applicable en France. En cas de changement du taux de TVA, il sera fait application du taux en vigueur à la date du fait générateur.

### 5.2. Modalités et délai de règlement

Le paiement des sommes dues est effectué après constatation du service fait (prestations réellement effectuées) selon le prix global et forfaitaire indiqué dans l'acte d'engagement et la décomposition du prix global et forfaitaire, sur présentation de factures établies par le Titulaire en un original.

Les modalités de présentation de la demande de paiement seront établies selon les conditions prévues à l'article 11.3 du CCAG-MOE du 30 mars 2021.

Les factures sont à envoyer à la Directrice du Bâtiment et des équipements, ainsi qu'au responsable projet pour validation.

Après validation, les factures devront être déposées sur le portail Chorus Pro, accessible à l'adresse <https://chorus-pro.gouv.fr>

Les factures feront apparaître, outre les mentions légales :

- Le numéro et l'objet du présent marché ;
- Le nom et l'adresse du titulaire ;
- Le cas échéant, la référence d'inscription au répertoire du commerce ou des métiers ;
- Le cas échéant, le numéro de SIREN ou de SIRET ;
- Nom et adresse de la Comédie Française ;
- Les références du compte bancaire à créditer, telles qu'elles figurent dans le présent document ;
- La date d'exécution des prestations ;
- La nature des prestations exécutées ;
- Le montant des prestations admises, établi conformément aux stipulations du marché, hors TVA ;
- Le cas échéant, applications des réductions fixées conformément aux dispositions du CCAG-MOE du 30 mars 2021 ;
- Le montant global HT ;
- Le taux et le montant de la TVA ;
- Le montant total TTC des prestations exécutées ;
- La date et le n° de la facture ;
- En cas de groupement conjoint, pour chaque opérateur économique, le montant des travaux effectués par l'opérateur économique ;
- En cas de sous-traitance, la nature des travaux exécutés par le sous-traitant, leur montant total hors taxes, ainsi que, le cas échéant, les variations de prix établies HT et TTC.

#### Sont désignés pour le règlement de la somme due :

- Comme ordonnateur : le Directeur Général des Services la Comédie Française.

- Comme comptable assignataire du paiement : l'Agent Comptable de la Comédie Française.

La liquidation du présent marché sera effectuée conformément aux règles de la comptabilité publique. Le mode de règlement est le virement par mandatement administratif. Le paiement intervient dans un délai de trente (30) jours à compter de la réception de la demande de paiement par la Comédie Française, après vérification du service fait par le service acquéreur, dans les conditions définies à l'article 12 du CCAG-MOE du 30 mars 2021.

Les erreurs ou omissions dans la demande de règlement seront signalées au titulaire du marché, obligation sera faite à ce dernier d'établir une nouvelle demande ou une nouvelle facture, à compter de la réception desquelles un nouveau délai de trente (30) jours pour effectuer le paiement sera ouvert dans des conditions identiques à celles visées à l'alinéa précédent.

Le défaut de paiement dans les délais prévus donne lieu, de plein droit et sans autre formalité, au versement des intérêts moratoires et d'une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement fixée à quarante (40) euros.

Les intérêts moratoires courent à partir du jour suivant l'expiration du délai de trente (30) jours visé ci-dessus (délai global de paiement) jusqu'à la date de mise en paiement du principal inclus. Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque Centrale Européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit (8) points de pourcentage. Les intérêts moratoires et l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement sont payés dans un délai de quarante-cinq (45) jours suivant la mise en paiement du principal.

### 5.3. Rythme de règlements

Le règlement des sommes dues au maître d'œuvre pour l'exécution des éléments de mission définis à l'article 5.2 ci-dessus, fait l'objet d'acomptes et d'un solde dans les conditions suivantes :

Élément(s) de mission AVP, PRO/DCE, ACT :

Pourcentage du montant de l'élément de mission pour la prestation	Exigibilité
95%	En fonction de l'avancement de la réalisation des prestations
5%	Après approbation de l'élément de mission par le RPA et obtention de la/des autorisation(s) administrative(s) correspondante(s) à l'élément considérée.

Élément de mission ACT :

Pourcentage du montant de l'élément de mission pour la prestation	Exigibilité
30%	Après validation par le maître d'ouvrage du Dossier de Consultation des Entreprises (DCE)
60%	A la validation du rapport de l'analyse des offres
10%	Après la mise au point des marchés de travaux

Elément de mission VISA :

Pourcentage du montant de l'élément de mission pour la prestation	Exigibilité
	En fonction de l'avancement des visas des plans d'exécution

Elément de mission DET :

Pourcentage du montant de l'élément de mission pour la prestation	Exigibilité
	Montant des honoraires de la phase DET/nombre de mois de chantier

Elément de mission AOR :

Pourcentage du montant de l'élément de mission pour la prestation	Exigibilité
50%	Après la réception par le maître d'ouvrage de la dernière proposition de réception avec ou sans réserve adressée par le maître d'œuvre
10%	Après acceptation sans réserve de tous les décomptes généraux par les entrepreneurs ou après traitement des réclamations éventuelles de celles-ci par le maître d'œuvre
10%	Après la réception par le maître d'ouvrage de la dernière proposition de levée de toutes les réserves adressées par le maître d'œuvre
20%	Après réception par le maître d'ouvrage de la totalité des Dossiers des Ouvrages Exécutés (DOE)
10%	Après la fin du délai de garantie de parfait achèvement du (dernier) marché de travaux prévue par l'article 44.1 du CCAG-MOE ou à l'issue de la prolongation que le maître d'ouvrage pourrait décider en application l'article 44.2 dudit CCAG.

Toutefois ces prestations doivent être réglées partiellement avant l'achèvement, dans le cas où leur délai d'exécution est important afin que l'intervalle entre le début de réalisation des prestations et le premier acompte ou entre deux acomptes successifs n'excède pas trois mois ou un mois à la demande du maître d'œuvre (article R.2191-22 du code de la commande publique).

Dans ce cas, la demande d'acompte établie par le maître d'œuvre indique l'état d'avancement de l'élément de mission permettant d'établir le constat en vue du paiement. Ce constat du maître d'ouvrage sert de base au calcul du montant de l'acompte correspondant.

#### 5.4. Acomptes

La demande d'acompte, établie par le maître d'œuvre, est envoyée selon les modalités de l'article 5.3 ci-dessus. Elle indique les prestations effectuées par celui-ci depuis le début du marché par référence aux éléments de mission définies aux articles 3 et 4 du présent document, ainsi que leurs prix, évalués en prix de base et hors TVA.

A partir de la demande d'acompte présentée par le maître d'œuvre, l'Agence Comptable détermine le montant de l'acompte à lui verser dans un état d'acompte conformément aux articles 11.2 et 11.3 du CCAG-MOE.

La demande de paiement finale et le décompte général définitif sont établis et transmis au représentant du maître d'ouvrage dans les conditions fixées dans les articles 11.7 et 11.8 du CCAG-MOE du 30 mars 2021.

Si un sous-traitant du titulaire met en demeure le maître d'ouvrage de lui régler directement certaines sommes qu'il estime lui être dues par le titulaire au titre du contrat de sous-traitance, en application des dispositions des articles L.2193-10 à L.2193-14 et R.2193-10 à R.2193-16 du code de la commande publique, le représentant du maître d'ouvrage peut retenir les sommes réclamées sur celles qui restent à payer au titulaire. Les sommes ainsi retenues ne portent pas intérêt.

### 5.5. Avances

Les avances sont régies par l'option A de l'article 11.1 du CCAG-MOE du 30 mars 2021.

Une avance est accordée au titulaire sauf indication contraire dans l'acte d'engagement (AE). Elle n'est due que sur la base du montant du marché diminué du montant des prestations confiées à des sous-traitants et donnant lieu à paiement direct.

Son montant est fixé, sous réserve des dispositions des articles L.2191-2 et L.2191-3 et R.2191-3 à R.2191-12 du code de la commande publique, à 5 % du montant initial TTC du marché si sa durée, exprimée en mois, est inférieure ou égale à 12 mois ou, si celle-ci est supérieure à 12 mois, à 5 % de 12 fois ce montant TTC divisé par cette durée. Si le titulaire du marché ou son sous-traitant admis au paiement direct est une PME (petite et moyenne entreprise), le taux de l'avance est porté à 20 %.

Le paiement de l'avance intervient sans formalité dans le délai global de paiement fixé à l'article 5.3 ci-dessus compté à partir de la date d'effet de l'acte qui emporte commencement d'exécution du marché. En application des articles R2191-11 à R2192-12 du code de la commande publique, le remboursement de l'avance, effectué par précompte au prorata sur les sommes dues ultérieurement au titulaire, commence lorsque le montant des prestations exécutées au titre du marché atteint 65 % du montant initial TTC du marché. Il doit être terminé lorsque ce pourcentage atteint 80 %. Si le taux de l'avance appliqué est supérieur ou égal à 30 %, le remboursement de l'avance intervient dès la première demande de paiement.

L'avance n'est pas affectée par la mise en œuvre de la clause de variation des prix.

Conformément aux articles L.2191-2 et L.2191-3 et R.2191-3 à R.2191-14 du code de la commande publique, dès lors que le titulaire remplit les conditions pour bénéficier d'une avance, une avance est versée, sur leur demande, aux sous-traitants bénéficiaires du paiement direct. Le droit du sous-traitant à une avance est ouvert dès la notification du marché ou de l'acte spécial par le MOA. Le remboursement de cette avance s'impute sur les sommes dues au sous-traitant. Elle commence lorsque le montant des prestations effectuées par le sous-traitant atteint 65 % du montant initial TTC du marché. Il doit être terminé lorsque ce pourcentage atteint 80 %.

## **ARTICLE 6 : EXECUTION DE LA MISSION DE MAITRISE D'ŒUVRE JUSQU'A LA PASSATION DES MARCHES DE TRAVAUX**

### **6.1. Coût prévisionnel des travaux**

Le coût prévisionnel des travaux C'est le montant de toutes les prestations de travaux nécessaires pour réaliser l'ouvrage tel que défini au programme. Il est réputé établi sur la base des conditions économiques du mois mo (mo ETUDES) fixé en page de garde de l'acte d'engagement (AE).

Le maître d'œuvre s'engage sur un coût prévisionnel des travaux C sur la base des études d'Avant-Projet Définitif (APD).

Après approbation de l'Avant-Projet par le maître d'ouvrage, l'avenant fixe le montant du coût prévisionnel des travaux que le maître d'œuvre s'engage à respecter.

Pour passer de la rémunération provisoire à la définitive, les parties conviennent de retenir la rémunération calculée au pourcentage par application de la formule suivante :

**Montant définitif de la rémunération = Estimation définitive du coût prévisionnel des travaux  
\* Taux de rémunération de la mission de base fixée par la grille de rémunération des ACMH**

En cas de modification du programme ayant une incidence sur le coût prévisionnel des travaux, l'avenant fixe le nouveau coût prévisionnel des travaux.

### **6.2. Tolérance sur le coût prévisionnel des travaux**

Le coût prévisionnel des travaux est assorti d'un taux de tolérance de 5 %.

### **6.3. Seuil de tolérance**

Le seuil de tolérance est égal au coût prévisionnel des travaux, sur lequel s'est engagé le maître d'œuvre, majoré du produit de ce coût par le taux de tolérance fixé à l'article 6.2 précité. L'avancement des études permet au maître d'œuvre lors de l'établissement des prestations de chaque élément de mission de vérifier que le projet s'inscrit dans le respect de son engagement sur le coût prévisionnel des travaux.

Chaque fois qu'il constate que le projet qu'il a conçu ne permet pas de respecter ce seuil de tolérance, et ceci avant même de connaître les résultats des consultations lancées pour la passation des marchés de travaux, le maître d'œuvre doit reprendre gratuitement ses études si le maître d'ouvrage le lui demande.

### **6.4. Coût de référence des travaux**

Lorsque le maître d'ouvrage dispose des résultats de la mise en compétition relative à la passation des marchés de travaux, il établit le coût de référence des travaux tel qu'il résulte des consultations tous lots confondus. Ce coût est le montant des offres considérées, tous critères confondus, comme les plus intéressantes par le maître d'ouvrage.

Si le coût de référence des travaux dépasse le seuil de tolérance et si le maître d'ouvrage déclare la consultation infructueuse, le maître d'œuvre a l'obligation de reprendre les études, sans que cela ouvre droit à rémunération complémentaire, pour aboutir à un nouveau dossier de consultation des entreprises ou à une nouvelle base de négociation devant conduire à une offre respectant le seuil de tolérance. Le maître d'œuvre fait des propositions dans ce sens au maître d'ouvrage dans un délai de 7 jours suivant la demande.

Sur la base de cette nouvelle étude et après recevabilité prononcée par le maître d'ouvrage, le maître d'œuvre doit établir un nouveau dossier de consultation des entreprises dans un délai de 21 jours à compter

de l'accusé de réception de cette recevabilité afin de permettre au maître d'ouvrage de lancer une nouvelle consultation.

#### **6.5. Moyens donnés au coordonnateur SPS – Obligation du maître d'œuvre (MOE)**

Tout différend entre le maître d'œuvre et le coordonnateur SPS est soumis au maître d'ouvrage.

- Le maître d'œuvre communique directement au coordonnateur SPS :
  - Tous les documents relatifs aux avant-projet(s) et projet(s) ;
  - Tous les documents relatifs à la sécurité et à la protection de la santé des travailleurs ;
- Le maître d'œuvre informe le coordonnateur SPS de toutes les réunions qu'il organise dans le cadre de l'exécution de sa mission.
- Le maître d'œuvre s'engage à :
  - Fournir au coordonnateur SPS, à sa demande, tout autre document et information nécessaires au bon déroulement de la mission de coordination ;
  - Respecter les modalités pratiques de coopération entre le coordonnateur SPS et les intervenants, définies par le maître d'ouvrage.
- Pendant toute la durée de l'exécution de sa mission, le maître d'œuvre doit prendre toute disposition pour donner suite aux avis, observations ou mesures préconisées en matière de sécurité et de protection de la santé des travailleurs par le coordonnateur SPS.
- Le maître d'œuvre arrête les mesures d'organisation générale du chantier en concertation avec le coordonnateur SPS.
- Le maître d'œuvre vise toutes les observations consignées par le coordonnateur SPS dans le registre journal de la coordination.
- Pour l'analyse des offres des entreprises, le maître d'œuvre consulte le coordonnateur SPS et intègre son avis dans le rapport d'analyse des offres.

#### **6.6. Variantes pour les marchés de travaux**

Le maître d'œuvre propose le cas échéant les variantes à l'initiative du maître d'ouvrage (prestations supplémentaires éventuelles ou solutions alternatives) auxquelles devront répondre les entreprises.

Le maître d'œuvre propose au maître d'ouvrage d'autoriser ou non les variantes à l'initiative des entreprises, y compris celles permettant l'utilisation de matériaux recyclés. Dans le cas de variante, il propose les exigences minimales à respecter.

## **ARTICLE 7 : EXECUTION DE LA MISSION DE MAITRISE D'ŒUVRE APRES LA PASSATION DES MARCHES DE TRAVAUX**

Dans le cadre de sa présente mission, le maître d'œuvre est chargé de faire appliquer les stipulations du marché de travaux liant l'/les entreprise(s) et le maître d'ouvrage et ne peut y apporter aucune modification sans accord préalable de ce dernier.

### **7.1. Coût initial des marchés de travaux**

Le coût initial des marchés de travaux est celui qui résulte des marchés de travaux passés par le maître d'ouvrage pour la réalisation du projet. Ce coût est égal à la somme des montants initiaux des marchés de travaux. Une décision du maître d'ouvrage notifiée, constate et arrête le montant du coût initial des marchés de travaux que le maître d'œuvre s'engage à respecter.

### **7.2. Tolérance sur le coût initial des marchés de travaux**

Le coût initial des marchés de travaux est assorti d'un taux de tolérance de 10 %.

### **7.3. Seuil de tolérance sur le coût initial des marchés de travaux**

Le seuil de tolérance est égal au coût initial des marchés de travaux majoré du produit de ce coût par le taux de tolérance fixé à l'article précédent.

### **7.4. Comparaison entre réalité et tolérance**

Le coût total définitif des travaux est celui qui, après achèvement de l'ouvrage, résulte des prestations exécutées. Sont exclus les travaux supplémentaires ou modificatifs qui seraient exécutés à la suite d'une décision indépendante du maître d'œuvre (modifications qui s'imposent au maître d'ouvrage après la passation des marchés de travaux ou résultant de modifications du programme demandées par le maître d'ouvrage).

Ce coût est la somme des montants, en prix de base, des travaux réellement exécutés, chacun d'eux étant ramené aux conditions économiques du mois mo du premier marché par application du coefficient de réajustement Cr tel que défini à l'article 7.1 ci-dessus.

### **7.5. Travaux modificatifs ou supplémentaires**

#### **1) Définition :**

Les travaux modificatifs ou supplémentaires font l'objet d'une fiche de travaux modificatifs rédigée par le maître d'œuvre et comprenant son estimation aux conditions économiques au mois mo « Travaux ».

Ces modifications sont classées par le maître d'ouvrage sur proposition du maître d'œuvre dans l'une des catégories suivantes :

- Catégorie 1 : modifications dans la consistance ou le coût du projet demandé par le maître d'ouvrage ou s'imposant à lui. L'incidence financière de ces modifications n'est pas prise en compte dans le coût total définitif des travaux. Le maître d'œuvre (MOE) estime l'incidence éventuelle de ces modifications sur sa rémunération forfaitaire en la justifiant par éléments de mission conformément aux stipulations ci-dessus.
- Catégorie 2 : modifications dans la consistance du projet apportées par le maître d'œuvre en cours d'exécution par suite d'imprévisions, d'imprécisions ou d'adaptations dans ses études ou d'erreurs dans la conduite des travaux. L'incidence financière des modifications ne peut en aucun cas donner lieu à une rémunération complémentaire du maître d'œuvre. L'incidence financière de ces modifications est prise en compte dans le coût total définitif des travaux définis à l'article 7.4 ci-dessus.



## 2) Modalités d'acceptation :

Les fiches de travaux modificatifs, et les propositions de classement, établies par le maître d'œuvre, sont soumises à décision du MOA.

Les décisions du MOA relatives aux travaux modificatifs ou supplémentaires sont portées sur la fiche de travaux modificatifs rédigée par le maître d'œuvre.

Dans le cas où le coût des travaux modificatifs, chiffré par les entreprises, est supérieur à l'estimation du maître d'œuvre, ce dernier soumettra une nouvelle proposition justifiée pour acceptation et décision par le MOA.

### 7.6. Réduction pour dépassement du seuil de tolérance

Si le coût total définitif des travaux est supérieur au seuil de tolérance tels que définis aux articles 7.3 et 7.4, le maître d'œuvre supporte une réduction égale à :

$$10 \% \times (\text{coût total définitif des travaux} - \text{seuil de tolérance})$$

Le montant de la réduction est arrondi à l'euro supérieur. Cependant, le montant de cette réduction ne pourra excéder 15 % du montant de la rémunération des éléments postérieurs à l'attribution des marchés de travaux.

### 7.7. Suivi de l'exécution des travaux

Conformément aux dispositions du présent cahier des clauses particulières, la « direction de l'exécution des marchés de travaux » incombe au maître d'œuvre qui est l'unique responsable du contrôle de l'exécution des ouvrages. A ce titre il est l'unique interlocuteur des entrepreneurs.

Le maître d'œuvre (MOE) tient compte dans l'exercice de sa mission de celles dévolues à chacun de ces intervenants et les tient informés des actes relevant de sa responsabilité qui peuvent les concerner.

Pendant les phases d'exécution des travaux, il leur donne notamment accès aux registres de chantiers. Il prend en compte leur avis pour les questions relevant de leurs missions et fait part, le cas échéant, au maître d'ouvrage des désaccords qui pourraient survenir entre ces intervenants et lui.

Le maître d'ouvrage lui fait connaître son arbitrage, le cas échéant, sous un délai de [huit] jours. En l'absence d'arbitrage du maître d'ouvrage, le maître d'œuvre est libre de sa décision, dont il informe le maître d'ouvrage et les intervenants concernés. En aucun cas le maître d'œuvre ne pourra invoquer les avis des autres intervenants pour se soustraire à ses obligations contractuelles.

### 7.8. Ordres de service

Dans le cadre de l'élément de mission « Direction de l'exécution des marchés de travaux », le maître d'œuvre est chargé d'émettre tous les ordres de service à destination des entrepreneurs. Toutefois les ordres de service ayant une incidence financière ne peuvent être notifiés par le maître d'œuvre qu'après décision du MOA prise selon les modalités prévues dans le présent document.

Les ordres de service doivent être écrits, datés, signés, numérotés et adressés en deux exemplaires par le maître d'œuvre à l'entrepreneur, dans les conditions prévues à l'article 3.1 du CCAG-MOE du 30 mars 2021. Le maître d'œuvre transmet une copie de l'ordre de service au maître d'ouvrage qui peut s'assurer à tout moment qu'ils ont bien été délivrés en temps utile conformément au présent cahier des clauses particulières (CCP).

## **7.9. Protection de la main d'œuvre et conditions de travail**

### **7.9.1. Autorité du coordonnateur SPS**

Le coordonnateur SPS doit informer le maître d'ouvrage et le maître d'œuvre sans délai, et par tous moyens, de toute violation par les intervenants, y compris les entreprises, des mesures de coordination qu'il a définies, ainsi que des procédures de travail et des obligations réglementaires en matière de sécurité et de protection de la santé des travailleurs sur les chantiers.

En cas de danger(s) grave(s) et imminent(s) menaçant la sécurité ou la santé d'un intervenant ou d'un tiers (tels que chute de hauteur, ensevelissement, etc.), le coordonnateur SPS doit prendre les mesures nécessaires pour supprimer le danger. Il peut, à ce titre, arrêter tout ou partie du chantier.

La notification de ces arrêts et des mesures préconisées est consignée au Registre Journal de la Coordination. Les reprises, décidées par le maître d'ouvrage, après avis du coordonnateur SPS, sont également consignées dans le registre journal.

### **7.9.2. Moyens donnés au coordonnateur SPS**

#### **1) Libre accès :**

Le coordonnateur SPS a libre accès aux bureaux de chantier et au matériel mis à disposition du maître d'œuvre pour ses différentes réunions.

#### **2) Obligations du maître d'œuvre :**

Tout différend entre le maître d'œuvre (MOE) et le coordonnateur SPS est soumis au maître de l'ouvrage (MOA).

- Le maître d'œuvre communique directement au coordonnateur SPS :
  - Tous les documents relatifs à la sécurité et à la protection de la santé des travailleurs ;
  - A liste tenue à jour des personnes qu'il autorise à accéder au chantier ;
- Le maître d'œuvre informe le coordonnateur SPS de toutes les réunions qu'il organise dans le cadre de l'exécution de sa mission.
- Le maître d'œuvre s'engage à :
  - Fournir au coordonnateur SPS, à sa demande, tout autre document et information nécessaires au bon déroulement de la mission de coordination ;
  - Respecter les modalités pratiques de coopération entre le coordonnateur SPS et les intervenants, définies par le maître d'ouvrage. Celles-ci font l'objet d'un document notifié au maître d'œuvre et qui sera annexé au présent marché.
- Le maître d'œuvre vise toutes les observations consignées par le coordonnateur SPS dans le registre journal de la coordination.
- Pendant toute la durée de l'exécution de sa mission, le maître d'œuvre doit prendre toute disposition pour donner suite aux avis, observations ou mesures préconisées en matière de sécurité et de protection de la santé des travailleurs par le coordonnateur SPS.
- Le maître d'œuvre arrête les mesures d'organisation générale du chantier en concertation avec le coordonnateur SPS.
- Commencement des travaux des marchés dont une période de préparation est prévue mais n'est pas comprise dans le délai d'exécution :
  - Le maître d'œuvre ne pourra notifier l'ordre de démarrage des travaux que lorsqu'il aura été informé par le coordonnateur SPS de l'intégration des Plans Particuliers de Sécurité et de Protection de la Santé (PPSPS) dans le Plan Général de Coordination en matière de Sécurité et de Protection de la Santé (PGCSPS) ;
- Commencement des travaux des marchés dont une période de préparation est prévue et comprise dans le délai d'exécution :
- Le maître d'œuvre, après avoir :
  - Visé les documents remis par les entreprises pendant la période de préparation qui conditionnent le démarrage des travaux,

- Été informé par le coordonnateur SPS de l'intégration des Plans Particuliers de Sécurité et de Protection de la Santé (PPSPS) dans le Plan Général de Coordination en matière de Sécurité et de Protection de la Santé (PGCSPS), avise par écrit le maître d'ouvrage que les travaux peuvent commencer. Il notifie aux titulaires des marchés copie de ce document qui vaut autorisation de commencer les travaux.

## ARTICLE 8 : PENALITES

### 8.1. Pénalités de retard appliquées aux éléments de mission

Par dérogation à l'article 16.2 du CCAG-MOE du 30 mars 2021, le maître d'œuvre n'est exonéré d'aucune pénalité.

Les pénalités de retard sont encourues à la suite de procédure contradictoire conformément à l'article 16.2.4 du CCAG-MOE du 30 mars 2021.

Plafond des pénalités pour retard d'exécution :

Le montant total des pénalités de retard appliquées au maître d'œuvre ne peut excéder 10% du montant total hors taxes du marché, de la tranche considérée ou du bon de commande.

Par dérogation à l'article 16.2.3 du CCAG-MOE du 30 mars 2021, en cas de retard dans l'exécution des délais, le maître d'œuvre (MOE) subit une pénalité journalière fixée à :

Elément de mission	Objet	Délai	Pénalité
AVP	Production	30 jours	100 €
	Comptes rendus de réunion	2 jours	100 €
PRO/ DCE	Production	30 jours	100 €
	Comptes rendus de réunion	2 jours	100 €
ACT	DCE	7 jours	100 €
	Analyse des offres	10 jours	100 €
	Mise au point des dossiers marchés	7 jours	100 €
VISA		5 jours	100 €
DET	Comptes rendus de réunion	2 jours	100 €
	Constats	2 jours	100 €
	Notification des décisions	2 jours	100 €
	Mémoires de réclamation	20 jours	100 €
	Etat d'avancement	Au plus tard le 5 de chaque mois	100 €
	Projets de décomptes finaux		100 €
	Autres tâches du CCAG-MOE		100 €
AOR	OPR	7 jours	100 €
	Proposition de réception	3 jours	100 €
	DOE MOE hors DOE entreprises	15 jours	100 €
	Examen des désordres	3 jours	100 €
	PV de levée des réserves	7 jours	100 €

Toutefois ces délais pourront, éventuellement, être modifiés par voie d'avenant en fonction de la nature de chaque DCE. Jusqu'à la plus tardive des 2 dates suivantes :

- 7 jours après la réception du projet de décompte final ;
- 7 jours après la publication de l'index de référence permettant la révision du solde.
- Délais définis dans le CCAG-MOE du 30 mars 2021.

### 8.2. Caractère non libératoire des pénalités

Les pénalités prévues au présent marché ne sont pas libératoires. De fait, leur paiement par le titulaire n'est pas de nature à le délier de ses obligations contractuelles

En outre, les pénalités prévues au présent marché sont prononcées sans préjudice des dommages et intérêts auxquels le titulaire pourrait être tenu par ailleurs à raison notamment de la mise en œuvre de sa responsabilité contractuelle vis-à-vis du pouvoir adjudicateur.

En tant que sanctions contractuelles, elles sont exclusivement stipulées en vue de contraindre le titulaire à exécuter ses obligations conformément aux attentes du pouvoir adjudicateur dans les délais et selon les conditions du présent marché ; elles n'ont ainsi pas pour objet de réparer les préjudices qui seraient éventuellement subis par le pouvoir adjudicateur à raison et en conséquence du manquement contractuel qu'elles ont pour but de prévenir.

Les pénalités sont exigibles du seul fait générateur du manquement contractuel qu'elles visent à prévenir, sans que le pouvoir adjudicateur ait à apporter la preuve de l'existence, même future, d'un préjudice certain. Le montant des pénalités tel qu'il est fixé dans les pièces contractuelles ne constitue en aucun cas l'estimation anticipée et forfaitaire d'une indemnité que le pouvoir adjudicateur aurait par avance acceptée de recevoir en compensation définitive d'un préjudice lié au manquement du titulaire à ses obligations.

## ARTICLE 9 : VERIFICATIONS – ADMISSIONS

### 9.1. Opération de vérification

#### 9.1.1. Remise des documents

Les documents présentés par le maître d'œuvre sont remis au MOA, sous forme dématérialisée dans un des formats suivants : [pdf, dxf, ppt, doc, xls, sxw, sxc, odc, odp, odt]. En complément un exemplaire sur papier relié peut être demandé.

#### 9.1.2. Délais d'admission des documents d'études

L'admission consiste en l'acceptation en l'état ou avec observations par le MOA des documents d'études correspondant à l'élément de mission remis et conformes aux prescriptions du marché.

Les décisions relatives à cette admission doivent intervenir avant l'expiration des délais suivants :

Elément de mission	Document	Planning général
AVP	Rendu d'avant-projet sommaire	12/09/2025
Retour MOA		26/09/2025
PRO /DCE	Rendu de projet	17/11/2025
Retour MOA		01/12/2025
Publication consultations	Demande devis contrat cadre	01/12/2025
Offres - ACT	Réception des offres	30/12/2025
Etudes EXE		Janvier 26
Démarrage Travaux		Février 26

Ces délais courent à compter de la date de l'accusé de réception par le MOA de ces documents.

Si cette décision n'est pas notifiée au maître d'œuvre dans le délai ci-dessus, la prestation est considérée comme admise avec effet à compter de l'expiration du délai (admission tacite).

L'admission peut être assortie de conditions à prendre en compte par le maître d'œuvre dans le délai fixé par l'article 21.2.1 du CCAG-MOE du 30 mars 2021, et soumis aux dispositions de l'article 11.1.1 du présent document.

À la suite d'une décision d'ajournement, le MOA dispose, pour admettre les prestations mises au point, des mêmes délais que ceux indiqués ci-dessus.

#### 9.1.3. Réfaction

Par dérogation de l'article 21-3 du CCAG-MOE, la décision motivée d'admission avec réfaction est, sans autre formalité, notifiée au titulaire. Lorsque le maître d'ouvrage estime que des prestations ne satisfont pas entièrement aux conditions du marché, mais qu'elles présentent des possibilités d'admission en l'état, il notifie au titulaire une décision motivée de les admettre avec réfaction, c'est-à-dire entraînant une réduction de prix selon l'étendue des imperfections constatées.

Le titulaire dispose de 30 jours pour présenter ses observations ou adresser un mémoire en réclamation au sens de l'article 35 du CCAG-MOE ; passé ce délai, il est réputé avoir accepté la décision du maître d'ouvrage. Si le titulaire formule des observations, le maître d'ouvrage dispose ensuite de 30 jours pour confirmer sa décision ou pour notifier une nouvelle décision. A défaut d'une telle notification dans ce délai, le maître d'ouvrage est réputé avoir accepté les observations du titulaire.

#### 9.1.4. Rejet

Le rejet se fait dans les conditions fixées par l'article 20.2 du CCAG-MOE du 30 mars 2021 qui prévoit une procédure contradictoire préalable à la décision de rejet.

À la suite d'une décision de rejet, le MOA dispose, pour admettre les prestations modifiées, présentées par le maître d'œuvre, des mêmes délais que ceux indiqués à l'article 11.1.2 du présent document.

#### 9.2. Délais de vérification des autres documents présentés par le maître d'œuvre

Les décisions relatives à la vérification des documents présentés par le maître d'œuvre (MOE) doivent intervenir avant l'expiration des délais suivants :

Elément de mission	Document	Délai
APD	Dossiers d'autorisations administratives	60 jours
ACT	Dossiers de Consultation des Entreprises (DCE)	60 jours
	Analyse des candidatures	60 jours
	Analyse des offres	60 jours
AOR	Dossiers des Ouvrages Exécutés (DOE)	60 jours

Ces délais courent à compter de la date de l'accusé de réception par le MOA de ces documents.

Si cette décision n'est pas notifiée au maître d'œuvre dans le délai ci-dessus, la prestation est considérée admise avec effet à compter de l'expiration du délai.

En cas de rejet ou d'ajournement, le MOA dispose, pour donner son avis, après présentation par le maître d'œuvre des documents modifiés, des mêmes délais que ceux indiqués ci-dessus. La vérification peut être assortie de conditions à prendre en compte par le maître d'œuvre dans un délai fixé par le MOA et soumis aux dispositions de l'article 11.1.2 du présent document.

#### 9.3. Vérification et admission des livrables attendus

Les opérations de vérification et admission seront effectuées selon les dispositions du chapitre 5 du CCAG-MOE du 30 mars 2021. Elles s'appliquent aux livrables décrits à l'article 4 du présent cahier des clauses particulières (CCP).

Les opérations de vérification portent sur le respect des engagements du titulaire exprimés dans son mémoire technique, notamment en termes de :

- Délais,
- Compétences (valeur ajoutée, devoir de conseil),
- Exhaustivité et qualité des livrables,
- Normes et méthodes.

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de refuser la réception des livrables si ceux-ci ne respectent pas les engagements du titulaire.

Par dérogation à l'article 21 du CCAG-MOE du 30 mars 2021, l'absence de réponse du pouvoir adjudicateur dans le délai indiqué ne vaut pas validation tacite. Si l'administration ne peut respecter le délai indiqué, elle informe le titulaire de la date à laquelle elle procédera à la validation et s'engage sur le nouveau délai qu'elle détermine avec le titulaire.

#### 9.4. Achèvement de la mission du titulaire du marché

La mission du maître d'œuvre s'achève à la plus tardive des dates suivantes :

- L'expiration du/des délai(s) de « Garantie de Parfait Achèvement » (GPA)
- La levée de la dernière réserve ;
- L'instruction du dernier mémoire de réclamation des entreprises ; ou lorsque le MOA décide que les obligations contractuelles du maître d'œuvre sont globalement remplies.

L'achèvement de la mission fait l'objet d'une décision établie par le MOA, sur demande du maître d'œuvre.



## ARTICLE 10 : RESILIATION

Il sera fait, le cas échéant, application des articles 27 à 34 du CCAG-MOE du 30 mars 2021.

### 10.1. Résiliation pour motif d'intérêt général

Par dérogation à l'article 31 du CCAG-MOE, lorsque le maître d'ouvrage résilie le marché pour motif d'intérêt général, le maître d'ouvrage a droit à une indemnité de résiliation, obtenue en appliquant au montant initial hors TVA du marché, diminué du montant hors TVA non révisé des prestations admises, un pourcentage de 2%.

### 10.2. Résiliation pour faute du maître d'ouvrage (MOE) ou cas particulier

Dans l'hypothèse où le maître d'ouvrage disparaîtrait par fusion, fusion-absorption ou absorption avec ou par une autre société, il est précisé que la mise au point de l'avenant de transfert est subordonnée à la réception immédiate par le MOA des documents énumérés à l'article 3.4.2 du CCAG-MOE du 30 mars 2021, complétés par l'acte portant la décision de fusion, fusion-absorption ou absorption et la justification de son enregistrement légal.

A défaut, la maîtrise d'ouvrage se réserve le droit de résilier le marché en application de l'article 30 du CCAG-MOE du 30 mars 2021. Lorsque le titulaire est, au cours de l'exécution du marché, placé dans l'une des situations mentionnées aux articles L.2141-1 à L.2141-6 du code de la commande publique ayant pour effet de l'exclure d'un marché, le maître d'ouvrage peut résilier le marché pour ce motif, ainsi que conformément aux articles L2141-7 à L2141-11.

Si le titulaire ne déclare pas sans délai sa mise en redressement judiciaire conformément à l'article L.2195-4 du code de la commande publique, le maître d'ouvrage peut résilier le marché dans les conditions de l'article 30.2 du CCAG-MOE du 30 mars 2021.

Dans l'hypothèse où le maître d'ouvrage ne produit pas les pièces prévues aux articles D.8222-5 ou D.8222-7 et 8 du code du travail conformément aux articles R.2143-6 à R.2143-10 du code de la commande publique ou aux articles D.8254-2 à 5 du Code du Travail, le maître d'ouvrage peut, après mise en demeure restée infructueuse, résilier le marché, dans les conditions définies à l'article 30 du CCAG-MOE du 30 mars 2021.

Dans le cas de résiliation pour faute du titulaire nécessitant une mise en demeure, cette dernière doit être notifiée par écrit et assortie d'un délai ; à défaut d'indication de délai, le titulaire dispose d'un mois à compter de la notification de la mise en demeure, pour satisfaire aux obligations de celle-ci ou pour présenter ses observations.

Les excédents de dépenses résultant de la passation d'un autre marché, après résiliation, sont prélevés sur les sommes qui peuvent être dues au titulaire, sans préjudice des droits à exercer contre lui en cas d'insuffisance. Les diminutions éventuelles de dépenses restent acquises au maître d'ouvrage.

Après mise en demeure restée sans effet dans un délai de deux mois et en application de l'article L8222-6 du Code du travail le maître d'ouvrage se réserve la possibilité de résilier le marché en cas de non-respect des articles L8221-3 à L8221-6 sur le travail dissimulé.

### 10.3. Autres cas de résiliation

Le marché pourra notamment être résilié dans l'un des cas suivants :

- Le maître d'ouvrage s'avérerait incapable de concevoir un projet pouvant faire l'objet de marchés de travaux traités ;
- Après appel à la concurrence infructueux, lorsque le maître d'ouvrage ne pourrait mener à bien les études ou négociations permettant la dévolution des marchés dans les limites du coût prévisionnel.
-

## ARTICLE 11 : CONFIDENTIALITE

Le titulaire du marché est astreint à une obligation de confidentialité.

Le titulaire s'engage donc à respecter, de façon absolue, les obligations suivantes et à les faire respecter par son personnel ou ses sous-traitants, c'est-à-dire notamment à :

- Ne prendre aucune copie des documents et supports d'informations confiés par le pouvoir adjudicateur et utilisés par le titulaire à l'exception de celles nécessaires pour les besoins de l'exécution de sa prestation, objet du présent marché ;
- Ne pas utiliser les documents et informations traités à des fins autres que celles spécifiées au présent marché ;
- Ne pas divulguer ces documents ou informations à d'autres personnes, qu'il s'agisse de personnes privées ou publiques, physiques ou morales ;
- Prendre toute mesure permettant d'éviter toute utilisation détournée ou frauduleuse des fichiers informatiques en cours d'exécution du marché ;
- Prendre toute mesure, notamment de sécurité matérielle, pour assurer la conservation des documents et informations traités tout au long de la durée du présent marché.

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de procéder à toute vérification qui lui paraît utile pour constater le respect des obligations précitées par le titulaire.

Le pouvoir adjudicateur pourra prononcer la résiliation immédiate du marché, sans indemnité en faveur du titulaire, en cas de violation du secret professionnel ou de non-respect des dispositions précitées.

## ARTICLE 12 : PROPRIETE INTELLECTUELLE

Il sera fait application des dispositions du chapitre 5 du CCAG-MOE du 30 mars 2021, et notamment son article 24 relatif au régime des résultats.

Le titulaire du marché concède ainsi au pouvoir adjudicateur, à titre non exclusif, les droits de reproduction et de représentation, en l'état ou modifiés, de façon permanente ou temporaire, en tout ou partie, par tout moyen et sous toute forme, de l'ensemble des résultats pour une exploitation, y compris à titre commercial, sur tout support de communication.

Les droits concédés comprennent :

- Le droit de représenter et reproduire les résultats sur tout support et tout document de communication interne du pouvoir adjudicateur, notamment sur le site intranet et les supports de présentation diffusés dans le cadre de conférences ou colloques, etc. ;
- Le droit de représenter et reproduire les résultats sur tout support et tout document du pouvoir adjudicateur, notamment ceux établis et communiqués dans le cadre de demandes de subvention formulées par le pouvoir adjudicateur, ou les futurs marchés passés pour le développement du télétravail ;
- Le droit de représenter et reproduire les résultats sur tout support et tout document gratuit de communication externe du pouvoir adjudicateur, tels que les journaux d'information, le site internet grand public, les supports de présentation diffusés dans le cadre de conférences ou colloques externes, etc. ;
- Le droit d'adaptation des résultats sur support numérique justifié par des contraintes purement techniques.

La présente concession est accordée au pouvoir adjudicateur pour la durée de protection des droits patrimoniaux en vigueur selon les lois françaises, à compter de la date de signature du présent marché entre les parties.

La concession est consentie pour le monde entier.

Dans le cadre des reproductions, représentations et adaptations numériques des résultats, le pouvoir adjudicateur s'engage à ne pas porter atteinte aux droits de paternité du titulaire, ni au respect de l'esprit de l'œuvre.

Le titulaire garantit le pouvoir adjudicateur contre toutes les revendications des tiers relatives à l'exercice de leurs droits de propriété intellectuelle à l'occasion de l'exécution du marché et de l'utilisation des résultats qui en sont issus. Le titulaire garantit expressément le pouvoir adjudicateur contre toute éviction du fait de ses cotraitants, sous-traitants ou du fait de tiers, et lui assure une jouissance paisible, pleine et entière, et libre de toute servitude, des droits concédés.

Le titulaire garantit de fait le pouvoir adjudicateur que les prestations remises dans le cadre du présent marché sont des œuvres originales et ne contiennent aucun emprunt ou réminiscence à une création antérieure qui serait susceptible d'engager la responsabilité du pouvoir adjudicateur sur le fondement de la contrefaçon, de la concurrence déloyale, du parasitisme, ou de manière générale de la responsabilité civile. Il garantit que les résultats du présent marché ne portent en aucune façon atteinte aux droits des tiers, notamment aux droits à la personnalité ou à la vie privée de tiers, ni à l'ordre public et qu'il a obtenu le cas échéant toutes les autorisations nécessaires.

En conséquence, le titulaire garantit le pouvoir adjudicateur contre tout trouble, contestation, revendication, recours et éviction qui pourrait être intenté à son encontre à raison de l'utilisation et de l'exploitation des résultats et des droits concédés. Le titulaire s'engage à indemniser le pouvoir adjudicateur contre toute condamnation ou indemnité de quelque nature que ce soit qui pourrait être mise à la charge de ce dernier à cet égard.

#### ARTICLE 13 : DEROGATIONS AU CCAG-MOE

Objet de l'article	Cahier des Clauses Particulières (CCP)	CCAG-MOE 2021
Pièces contractuelles	2	4.1
Pénalités de retard	8.1	16.2
		16.2.2
		16.2.3
Réfaction	9.1.3	21.3
Vérification et admission	9.3	21
Résiliation pour motif d'intérêt général	10.1	31

## **Annexes**

Programme travaux